

Questions à quelques élus écolos

Contribution au forum

Le rôle des élus écolos

au salon *PRIMEVERE* de 1997 à Lyon.

Il serait stérile de reprendre le vieux débat sur l'intérêt ou la nécessité de la présence d'élus écolos sur l'échiquier politique, vu qu'ils y sont. Je me propose plutôt de fournir quelques clés pour s'y retrouver dans la cacophonie des partis et particules qui prétendent représenter les écolos mais touchent en fait des électorats si différents qu'on ne peut les affubler du même nom.

1^{ère} distinction : les écologues parlent de milieu, le grand public – entendez les journalistes – parle plutôt d'environnement. Or cette question de mots n'est pas innocente : l'environnement, c'est la verdure autour de nous ; quand elle jaunit, on manifeste. Si l'environnement est autour, c'est que nous sommes au centre. Cet anthropocentrisme, héritage judéo-chrétien repris par Marx qui préconise la domination de la nature, a fait apparaître une espèce particulière, *les environnementalistes*. Pour eux, le cœur du système socio-économico-politique actuel est bon – le travail c'est la santé, l'argent c'est la liberté –, mais il a des effets périphériques pervers, c'est à dire dangereux pour le centre : chômage, immigration, pollution, etc. Cette liste sert de substitut électoral à ceux qui sont en panne de programme politique.

Une autre espèce particulière, *les écologistes*, pense au contraire que c'est le cœur du système qui n'est pas bon et qu'il faut agir sur les causes centrales.

D'où ma 1^{ère} question aux élus présents : pensez-vous qu'il est possible de viser ces deux clientèles à la fois ou qu'il faut choisir clairement son camp ? Et si oui, lequel ? Ce qui permet déjà un joli tri parmi les élus actuels.

2^e distinction : Il y a des gens qui sont concrètement écolos, et d'autres abstraitement.

Ex. 1 : ceux qui sont concrètement antinucléaire coupent leur compteur et fabriquent leur électricité ; ceux qui sont abstraitement antinucléaire vont aux manifs, mais financent les centrales en payant leur redevance, ou piratent EDF et laissent la lumière allumée jour et nuit pour mieux faire tourner les centrales.

Ex. 2 : ceux qui roulent au gpl et ceux qui roulent avec des diesels qui fument.

Ex. 3 : ceux qui boycottent les produits de monoculture du tiers monde et ceux qui achètent « commerce équitable ».

Ne devrait-on pas plutôt dire *les pro-écolos*, comme on disait *les pro-situs* dans les années 60 ; à noter que les autres partis ont le même problème : il y a les pro-socialistes qui aiment le caviar... Disons les écolos et les sympathisants écolos. Cette distinction est importante pour vous, les élus, parce que ce n'est pas par nous, les écolos, que vous êtes élus – nous ne sommes pas assez nombreux – mais par les sympathisants écolos.

D'où ma 2^e question : pensez-vous que votre électorat souhaite un aménagement écologique des autres politiques, de droite ou de gauche ? ou qu'il attend de vous que vous inventiez un projet de société ? Dans le premier cas, vous représentez les sympathisants, pas les écolos. Dans le 2^e cas, vous pouvez cumuler. Ce qui permet un nouveau tri parmi les élus actuels. On peut d'ailleurs se demander s'il en reste pour représenter les écolos.

3^e point : une 3^e espèce particulière est apparue, les « nini » (ni droite ni gauche), ce qui laisse entendre qu'il y aurait 3 choix politiques possibles. Je vais essayer de mettre en évidence qu'il n'y en a qu'un. D'abord la droite n'est pas un projet politique, vu qu'il est réalisé, et cogéré par tous les partis. Et ce n'est ni une gestion néoécologiste ni une gestion néosocialiste du capitalisme, ni les deux à la fois de la gauche plurielle qui changeront fondamentalement cet état de fait. Resteraient donc deux alternatives de société : le socialisme (au sens du XIX^e siècle) et l'écologie politique.

Or la question se pose autrement : Au XIX^e siècle, les choses étaient claires – et dramatiques – : le prolétariat produisait, la bourgeoisie consommait. Les bourreaux et les victimes. Les riches et les pauvres. Au début du XX^e siècle, quelques-uns eurent l'idée géniale d'enrichir le prolétariat pour s'enrichir davantage : consommation de masse = production de masse = profits en pagaille. Phénomène analysé par Lipietz sous le nom de

fordisme. D'où l'idéal « tous riches », que la planète entière s'est mise peu à peu à partager. Doublé d'un autre mirage : la fin du travail. Au lieu de faire travailler les humains, on fait travailler les machines (aujourd'hui, le plus rentable est de faire travailler le capital). Nos grands-parents doivent se retourner dans leur tombe lorsqu'ils nous entendent nous plaindre que les machines nous piquent notre travail.

Mais la grande nouveauté tragi-comique dans cette affaire, qui s'est révélée peu à peu, c'est que le pouvoir a changé de côté, le pouvoir réel, c'est-à-dire le pouvoir sur le réel : par l'ensemble de nos comportements d'achat, nous, les consommateurs, façonnons la surface de la planète. Par cet acte grave qu'est l'achat – que nous commettons les doigts dans le nez –, à cause de tout ce qu'il induit en amont et en aval, nous décidons du niveau de vie des producteurs, des famines, des guerres du pétrole, de la pollution atmosphérique, de la couleur des paysages... sans cesser pour autant d'être exploités en tant que producteurs. Les exploitants dominés et les exploités dominants. La grille de lecture marxiste en est toute retournée. Les signes d'allégeance des propriétaires des moyens de production à l'égard des consommateurs sont évidents : le client-roi, la dictature de l'audimat, les études de marché, les sondages d'opinion qui dictent leurs discours aux élus et aux gouvernants. On pense à La Boétie qui disait au XVI^e siècle dans son *Discours de la Servitude volontaire* que le prince tient son pouvoir du peuple. Si le peuple détourne ses yeux du prince, le prince n'est plus prince. Si nous arrêtons d'acheter Nestlé, Nestlé disparaît ; si nous coupons nos compteurs, EDF disparaît. C'est un pouvoir de fait collectif que personne ne détient individuellement. La somme de nos impuissances est toute-puissante. Les grands propriétaires des moyens de production autrefois tout-puissants sont passés sous la domination des innombrables petits propriétaires des moyens de consommation. Et du coup nous ne savons plus où nous sommes, tantôt du côté des victimes dans nos bureaux et nos usines, tantôt du côté des bourreaux dans nos supermarchés. Les écolos ont en commun avec les libéraux, contrairement aux autres, de mettre en regard notre double statut de producteur et de consommateur. On appelle ça l'offre et la demande. Mais les libéraux prônent la consommation maximum, les écolos critiquent le consumérisme et proposent une pratique consciente de la consommation pour maîtriser les effets induits sur la production et sur l'état de la planète.

L'écologie politique est le seul projet de société qui s'oppose terme à terme au libéralisme. La croissance illimitée est impossible, on s'en est aperçu depuis les travaux du Club de Rome ; ça tombe bien parce que nous, les écolos, ne la souhaitons pas. Nous considérons la lutte contre la misère sur terre comme une priorité, mais ne sommes pas concernés par le débat riches-pauvres. Car nous savons qu'avoir pour soi empêche d'être ensemble, et qu'en dehors des besoins vitaux, ce qui vaut la peine d'être vécu est gratuit et immédiatement disponible. La perspective d'une vie agréable ne nous suffit pas. Nous la voulons aussi passionnante, créative et conviviale. Nous voulons mener notre vie d'un point à un autre plutôt que de tourner confortablement en rond. Notre projet politique passe par l'organisation en douceur de la décroissance économique, par le boycott des biens et services sans intérêt et le développement de l'autoproduction, moyen radical de supprimer les intermédiaires coûteux entre le producteur et le consommateur.

Mais il ne s'agit pas là d'une 3^e voie, le nini. Autrefois nous étions de gauche. Et c'est pour les mêmes raisons que, les données ayant changées, nous sommes devenus écolos. Il faut se rendre à l'évidence : l'écologie comme projet de société annule et remplace dans une société fondée sur la consommation ce qu'était le socialisme dans une société fondée sur la production. C'est donc rigolo de voir les Verts se jeter dans les jupes de Jospin, alors qu'on s'attendrait plutôt à voir les socialistes se jeter dans le pantalon de Voynet.

D'où ma 3^e question aux élus présents : êtes-vous prêts à défendre un programme politique de société post-libérale fondé sur la décroissance ? Vous allez me dire que ce n'est pas tenable. Je vous rétorque que le contraire non plus. Alors choisissez votre utopie.

Conclusion :

L'écologie est fondamentalement politique, mais la politique de nos élus n'est pas encore écologique. Ce n'est donc pas nous qu'ils représentent. Pour l'instant. Il y a des fois où nous nous demandons si nous devons faire de l'entrisme chez les Verts. Mais ils risqueraient de voir rouge, ce qui n'est pas le but recherché.